

L'Amérique Latine à la BDIC : principaux fonds d'archives

Colloque

« Les Amériques possibles à la lumière des indépendances »

Maison de l'Amérique Latine

7 février 2008

Cécile Tardy

Conservatrice des bibliothèques

Secteur ibérique et latino-américain - BDIC

Thématiques principales

Les fonds latino-américains se sont constitués et continuent à s'accroître dans la lignée de la politique documentaire de la BDIC, qui s'intéresse à l'histoire politique et sociale et aux relations internationales depuis le début du 20^{ème} siècle, et acquiert des documents de tous types et sur tous supports (ouvrages, périodiques, documents iconographiques et audiovisuels, et archives privées).

Les documents acquis concernent surtout la vie politique des pays de la région, les conflits internationaux et nationaux, les mouvements politiques, sociaux, syndicaux, les dictatures et le terrorisme d'Etat, les questions de développement et les processus d'intégration économique. En 2006, on comptait environ 37000 entrées dans les différents catalogues de la BDIC sur l'Amérique Latine comme sous-continent et sur les différents pays de l'aire géographique, dans toutes les langues d'acquisition de la bibliothèque mais surtout en anglais, français, et bien entendu espagnol et portugais (la grande majorité des ouvrages portant sur l'Amérique Latine sont dans ces deux langues).

Fonds d'archives sur l'Amérique Latine

Ne seront ici présentés que les principaux fonds d'archives concernant l'Amérique Latine, c'est-à-dire ceux qui sont à la fois les plus importants en terme volumétrique et qui font preuve d'une unité d'origine et de thématique. Ces fonds peuvent être disponibles, selon les cas, sur papier, microfilms ou support numérique.

Sans les évoquer plus avant, signalons simplement l'existence de recueils de brochures (dossiers thématiques rassemblés par le personnel de la BDIC depuis les origines), et de collections précieuses de périodiques, comme la presse de l'exil, dont la BDIC a pu collecter de nombreux titres grâce à des dons successifs (périodiques publiés par des Chiliens, Argentins, Brésiliens, etc. en exil, et particulièrement en France). Une base des périodiques de l'immigration est depuis peu alimentée et consultable depuis la page d'accès aux catalogues, sur le site de la BDIC (www.bdic.fr), afin de mettre en valeur ces documents.

Ne seront pas non plus évoquées ici les « archives orales », ou entretiens filmés, que collecte ou élabore la BDIC.

Modes d'acquisition des fonds d'archives

Les fonds d'archives sur l'Amérique Latine sont entrés dans les collections de la BDIC grâce à deux modes d'acquisition principaux :

- par don spontané ou suscité : les donateurs contactent la BDIC car ils savent que des fonds comparables au leur y sont déjà conservés et mis à disposition des lecteurs. Ainsi, les dons se nourrissent grandement de dons précédents, les bibliothécaires et archivistes veillant à ce que la cohérence thématique et chronologique soit maintenue, dans le respect de la politique documentaire de l'établissement.
- par établissement de partenariats avec des associations, pour mener à bien des entreprises de sauvegarde d'archives : la BDIC apporte financement, capacité de traitement, conservation et diffusion, et assurance d'une pérennité institutionnelle, et, en participant au microfilmage ou à la numérisation de fonds documentaires, se voit remettre une copie de sauvegarde et de consultation. C'est par ce biais que sont entrés dans les collections certains des fonds latino-américains les plus riches depuis une vingtaine d'années.

Principaux fonds d'archives latino-américaines

Pour les commodités de la présentation, 3 axes thématiques seront dégagés :

- syndicalisme ; vie politique
- terrorisme d'Etat, dictatures, atteintes aux droits de l'homme
- fonds transversaux ; documentation diverses permettant une étude de la vie politique et sociale des différents pays d'Amérique Latine

1 - Syndicalisme ; vie politique

- Central Obrera Boliviana (COB)

C'est grâce à un travail en collaboration avec l'association CESAME (Centre pour la sauvegarde de la Mémoire Populaire (Césame, Paris) que sont désormais consultables à la BDIC des archives de la COB et du MNR (Bolivie).

En 1985-1986, la BDIC et l'association CESAME montent un projet de sauvegarde des archives de la Central Obrera Boliviana (COB), grâce à des financements obtenus auprès du Ministère des Affaires Etrangères. Entre 1985 et 1989, en accord avec la COB, environ 150 kg d'archives de la Central et des Fédérations et Confédérations de syndicats membres sont sélectionnées sur place par des chercheurs du CESAME, Ariane Gransac et Octavio Alberola, puis envoyées en France par la valise diplomatique, microfilmées à la BDIC et enfin rendues à la COB avec une copie microfilmée.

La sélection des documents s'est effectuée à la fois en fonction de leur importance en relation aux événements politiques et sociaux les plus marquants de l'histoire du mouvement ouvrier bolivien, et de leur état de lisibilité.

Ce fonds a été complété en 1991, avec le concours de l'Institut international d'histoire sociale

d'Amsterdam (IISG), par des documents relatifs aux années 1989-1991 qui ont également été microfilmés.

Enfin, en 1992 la COB a fait don à la BDIC de 10 affiches conservées au Musée d'Histoire Contemporaine (section iconographique de la BDIC située à l'Hôtel national des Invalides) et de 60 dossiers qui, ajoutés aux deux premiers ensembles de documents microfilmés, constituent le fonds inventorié sous l'intitulé [Recueil. Syndicalisme en Bolivie. Documents divers] (1954-1991).

Le fonds sur le syndicalisme bolivien se constitue principalement de documents de la COB, mais aussi de pièces provenant des archives d'autres organisations syndicales.

- COB (1954-1991) : rapports, résolutions de congrès, *ampliados* et conférences ; documents économiques et réponses au gouvernement des années 1979, 1985 et 1986 ; listes de prisonniers et de dirigeants licenciés ; programmes idéologiques, statuts, actes et résolutions de congrès ; bulletins internes ; correspondance interne, etc.
- *Federación Sindical de Trabajadores Mineros de Bolivia* (FSTMB) : rapports, résolutions et actes de congrès ; conférences sur la cogestion ; programmes culturels ; conférence nationale des Amas de casa mineras de 1986 ; documents sur la démission de Juan Lechin Oquendo ; pacte minero-estudiantin de 1970 ; correspondance interne, etc.
- *Confederación General de Trabajadores de Construcciones de Bolivia* (statuts, communiqués, correspondance, etc.)
- *Confederación General de Trabajadores Fabriles de Bolivia* (documents de congrès, etc.)
- *Sindicato de Trabajadores Gráficos de La Paz*
- *Confederación Sindical de Trabajadores Ferroviarios y Ramas Anexas de Bolivia*

L'inventaire de ce fonds a été réalisé en 2002 et est consultable en ligne à l'adresse suivante : <http://www.bdic.fr/pdf/cob.pdf>

- Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR)

En 1996-1997, le CESAME a initié, avec l'accord du MNR et le concours du CCID (*Centro de capacitación, investigación y documentación*) de La Paz, un programme de sauvegarde des archives du MNR. Cette opération a été financée par la BDIC, l'IISG, la fondation Feltrinelli de Milan et le CIDA (*Centro de información documental de archivos*) du Ministère de la Culture espagnol.

Ce fonds compte 921 microfiches reproduisant des bulletins, publications périodiques, correspondance, discours et messages de Victor Paz Estenssoro, coupures de presse, documents internes, résolutions, rapports, etc. émis par le MNR entre 1933 et 1997.

L'inventaire de ce fonds a été réalisé en 2001 et est consultable en ligne à l'adresse suivante : <http://www.bdic.fr/pdf/Movimiento%20Nacionalista%20Revolucionario%20de%20Bolivia.pdf>

- Federación Nacional de Trabajadores mineros, metalúrgicos y siderúrgicos del Perú (FNTMMSP)

Selon un processus comparable, les archives de la *Federación Nacional de Trabajadores mineros, metalúrgicos y siderúrgicos del Perú* ont pu être microfilmées grâce à un double financement BDIC-Bibliothèque nationale du Pérou. Le fonds comportant 11 bobines pour plus de 10000 vues contient des documents internes aux sections syndicales (1945-1995) : registres manuscrits des actes des assemblées générales, avec notification de l'ordre du jour et comptes-rendus des prises de positions contradictoires ; listes d'adhérents ; documentation de différents congrès nationaux ; comptes-rendus de réunions et d'assemblées plénières ; rapports ; correspondance, etc.

2 - Le terrorisme d'Etat ; les dictatures

La problématique du terrorisme d'Etat et des atteintes aux droits de l'Homme sous les dictatures latino-américaines des années 1960-1980 est un des axes principaux des fonds latino-américains de la BDIC, grâce d'une part aux dons successifs de documentation émanant des associations de défense des DH et comités de solidarités, et d'autre part à l'acquisition d'archives de la répression microfilmées ou numérisées sur place.

a. Dénonciation du terrorisme d'Etat ; défense des Droits de l'Homme

Il s'agit essentiellement d'archives associatives.

● Uruguay

La situation politique de l'Uruguay peut être étudiée à travers les archives du *Secrétariat International de Juristes pour l'Amnistie en Uruguay* (SIJAU). Cette ONG qui regroupait des juristes de renom favorables à une amnistie générale en Uruguay et au rétablissement des droits démocratiques nous a légué ses archives au moment de la dissolution de l'organisation.

Le fonds comporte notamment des témoignages et des études de cas particuliers, rapports de mission, listes de prisonniers et de disparus, communications présentées devant les organisations internationales et régionales compétentes, études et décisions adoptées par l'OIT et toutes les organisations intergouvernementales, publications d'organisations et partis politiques uruguayens, documents de solidarité avec l'Uruguay et d'ONG de défense des Droits de l'Homme¹

● Bolivie

Un fonds intitulé « Répression en Bolivie » rassemble des archives sorties clandestinement de Bolivie et léguées à la BDIC, puis microfilmées pour permettre leur consultation en garantissant leur sauvegarde. Il s'agit de plaintes et dénonciations, photographies et fiches d'identité, listes de disparus, rapport au Ministre de l'Intérieur... le tout à l'époque de la dictature de Hugo Bánzer.

L'inventaire de ce fonds (2001) est consultable en ligne :

<http://www.bdic.fr/pdf/R%E9pression%20en%20Bolivie.pdf>

¹ L'inventaire peut être consulté : <http://www.bdic.fr/pdf/Fonds%20Weil.pdf>

● Argentine

Enfin, les archives sur l'Argentine de la junte militaire continuent de faire l'objet de valorisation et d'enrichissement. Un inventaire consultable en ligne² décrit 12 fonds qui réunissent la documentation de diverses associations : documents, tracts, brochures, coupures de presse, littérature grise, correspondance personnelle, communiqués de presse de différents pays d'Europe ou provenant de différentes organisations, tels le *Centre Argentin d'Information et de Solidarité* (CAIS), le *Comité de défense des prisonniers politiques argentins* (CODEPPA), la *Commission Argentine des Droits de l'Homme* (CADHU), les Mères et Grands-mères de la Place de Mai ou le Mouvement Péroniste Montoneros. Parmi ces documents, on trouve les témoignages de survivants anciens prisonniers, la description d'enlèvements, les preuves des violations des droits de l'homme, des tracts des manifestations de protestation contre les outrages commis envers les citoyens de ce pays.

Par ailleurs, en 2004, nous avons reçu un important fonds sur le *Comité pour le Boycott de la Coupe du Monde de football en Argentine* (COBA) organisée dans ce pays en 1978, en pleine dictature militaire. Ces archives concernent le mouvement de solidarité né en France pendant les années de répression. L'inventaire de ces archives a été réalisé³.

b. Le cas particulier des archives de la répression

Il s'agit d'archives publiques, émanant d'autorités policières ou judiciaires.

● archives de la DIPBA

Un autre fonds d'archives argentines de première importance relève de la catégorie des « archives de la répression ».

La BDIC entretient en effet des partenariats vivaces avec plusieurs associations argentines, au service d'une coopération documentaire réelle : depuis 2005, nous avons numérisé une grande partie de nos archives sur l'Argentine, et surtout sur le terrorisme d'Etat, l'exil et les manifestations de solidarité apparues en France, afin d'en remettre une copie de consultation à la *Comisión Provincial por la Memoria*. Cette entreprise a pu se poursuivre en 2007 grâce à une subvention obtenue par le Quai d'Orsay et l'ambassade de France en Argentine.

La remise de ces copies numérisées s'est effectuée dans le cadre d'un accord d'échange et de coopération passé avec la Commission provinciale pour la Mémoire : cet organisme public doté d'un fonctionnement autonome a été créé en 2000 avec pour mission de collecter la documentation sur le terrorisme d'Etat, favoriser la recherche historique et l'enseignement, et collaborer avec la justice. Il est notamment dépositaire des archives de la DIPBA, la *Dirección de Inteligencia de la policía bonaerense*, la police politique de la province de Buenos Aires et, en juillet 2005, la BDIC s'est vu remettre une copie de sauvegarde de ces archives, qu'elle doit conserver à des seules fins de **préservation**. Cette copie ne peut pas être consultée, mais l'accord prévoit que des copies de consultation nous seront également remises quand les archives seront déclassifiées. Comportant presque trois millions de feuillets, ce fonds réunit l'ensemble de la documentation produite par la DIPBA depuis sa création en 1957 jusqu'à sa dissolution en 1998, organisée selon le mode d'analyse et de classement qui étaient les siens, et plus de 200 000 fiches individuelles. L'ensemble

² <http://www.bdic.fr/pdf/Argentine.pdf>

³ Il est consultable en ligne : http://www.bdic.fr/pdf/Fonds_COBA.pdf

constitue un registre détaillé de la persécution politique dans la province de Buenos Aires.

- **Archives du Plan Condor**

En juin 2004, la BDIC s'est vu remettre un rouleau de microfilms contenant 1200 images de documents trouvés par Martín Almada à Lambaré, au Paraguay. Le rouleau a été numérisé, le fonds inventorié et rendu consultable. Parmi ces documents qui témoignent de la collaboration entre les autorités policières et militaires des pays du Cône sud, on trouve des listes de personnes recherchées ; des rapports et notes de service de la police paraguayenne à propos de mises sous surveillance et d'arrestations, des avis de recherche ; des rapports sur la coopération entre les polices ; des rapports d'arrestation et d'extradition de prisonniers ; des rapports sur les activités de groupes placés sous surveillance ; des listes de personnes recherchées d'un pays à l'autre (membres des Tupamaros par ex.), etc⁴.

3 - Situation politique et sociale en Amérique Latine (fonds transversaux)

-
Enfin, je terminerai en évoquant deux fonds plus transversaux, l'un concernant l'Amérique Latine dans son ensemble, l'autre incluant l'Amérique Latine dans une problématique plus large de documentation sur les réfugiés en France.

- DIAL

-
Le premier d'entre eux est le fonds DIAL, constitué des archives du père Charles Antoine, fondateur du bulletin hebdomadaire DIAL (*Diffusion de l'Information sur l'Amérique Latine*). C'est un fonds gigantesque (111 cartons d'archives consacrés au seul Brésil) qui rassemble la documentation amassée et classée par Charles Antoine, et constitue un matériau permettant l'étude de la situation politique et sociale des pays latino-américains depuis les années 1960 jusqu'aux années 1990 : de nombreuses coupures de presse française et latino-américaine, mais aussi des discours et déclarations gouvernementales dressent un panorama du rôle de l'Eglise et de ses relations avec l'Etat, de la situation sociale et politique, de la censure et de la répression⁵, des droits humains, économiques, sociaux, culturels et religieux.

- Documentation Réfugiés

Le fonds du centre inter-associatif de documentation « Documentation Réfugiés » offre lui aussi un très grand nombre de coupures de presse, rapports d'associations de défense des droits de l'homme, documents officiels (ONU, Sénat, etc.), appels à soutien, tracts permettant aujourd'hui l'étude de la situation politique et sociale des pays latino-américains entre 1975 et le milieu des années 1990, et en particulier l'analyse de la problématique de l'exil. Cette documentation a en effet été rassemblée par un collectif de 6 associations françaises s'intéressant à la question des réfugiés (Amnesty international, la Ligue des Droits de l'homme, la CIMADE, la Croix-Rouge, France Terre d'Asile et le SSAE [Service d'aide sociale aux migrants]), avec l'objectif de suivre

4 L'inventaire est en ligne : <http://www.bdic.fr/pdf/Condor.pdf>

5 Le fonds DIAL sur le Brésil (cote F delta 1837 / 1) a été traité et est consultable, ainsi que son inventaire (cote F 10877).

l'évolution de la législation sur le droit d'asile, et d'aider à l'instruction des dossiers de demande d'asile (une convention est passée avec l'OFPRA et la Commission de Recours des Réfugiés en 1989). La documentation rassemblée comporte donc des dossiers de presse sur l'actualité politique, économique, sociale, culturelle et religieuse des pays d'origine des réfugiés. Ce fonds encore en cours de traitement constitue une source importante pour l'étude de l'évolution du droit d'asile et la condition des réfugiés dans le dernier quart du 20^{ème} siècle.

Sans être centré sur l'Amérique Latine, ce fonds contient bien entendu des informations relatives aux réfugiés originaires d'Amérique centrale et du Sud.